

MACRON, un président schumpétérien davantage que jupitérien ?

Si l'amour de la verticalité dont se réclame notre Président peut sembler jupitérien, les décisions qu'il prend jusqu'à maintenant me paraissent beaucoup plus schumpétériennes qu'olympiennes.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Joseph SCHUMPETER (1883-1950) est le théoricien économique qui a défendu l'importance des *innovateurs* dans les processus de croissance économique, et l'intérêt de la *destruction créatrice*. Pour lui, ce sont les entrepreneurs qui tirent le monde vers un mieux, et l'innovation repose toujours sur la destruction de ce qui est là. Des cycles crises-progrès, de rythmes divers, rendent compte de ces processus. Ceci ne l'empêcha pas, en le regrettant, de prédire lui aussi que le capitalisme disparaîtrait... parce que, en favorisant l'élévation du niveau d'éducation, il créera des classes moyennes qui, éprises de sécurité, s'opposeront à l'innovation et développeront l'Etat providence... En somme, ce sont les avantages acquis qui se mettront à freiner l'innovation.

Visiblement, Notre Président voit le sauvetage de notre pays comme reposant sur les entrepreneurs-innovateurs¹. Et tout semble fait pour diriger les investissements dans cette direction. Il est possible que ce pari réussisse : plus d'entrepreneurs c'est (peut-être) plus d'emplois (ou de robots ?).

La qualité de ces emplois ? C'est autre chose. Mais de toutes façons, la multiplication des emplois précaires contrôle davantage la population que le chômage à plein temps qui laisse plus libres (et même nécessaires) les espaces d'économies parallèles et d'organisations contestataires. Il est donc bien possible que la France suive le chemin de l'économie allemande et que cela soigne notre chômage maladif.

C'est un pari car rien ne garantit que les bénéficiaires de ces investissements favorisés se réinvestiront sur place. Ils auront peut-être tendance au contraire à aller voir ailleurs, là où les taux de rentabilité sont encore plus intéressants...

Mais peut-on vraiment penser que SCHUMPETER a(vait) raison ? Depuis 1950, depuis la mort de Joseph S², l'idée d'une croissance infinie n'est plus soutenable dans une planète finie.

L'on voit aussi l'aggravation des inégalités, parallèle au développement du capitalisme privé devenu d'autant plus arrogant qu'a disparu sa forme étatique avec la chute de l'URSS. Ses défenseurs insistent sur le fait qu'il apporte quand même une diminution de la pauvreté moyenne. Mais en aggravant les sentiments d'injustice.

Je trouve attristant qu'encore aujourd'hui la théorie mythique du « ruissellement »³ continue à justifier les pires injustices.

Certains, comme Edgar MORIN, pensent que les périls écologiques peuvent réunir l'humanité et favoriser la prise de conscience de l'importance d'une solidarité planétaire. C'est ce qui semble se passer en Chine... Mais rien ne dit qu'au contraire, ces périls n'entraînent des replis identitaires, nationaux, égoïstes. TRUMP, après les BUSH Sr et Jr, m'en semble un parfait exemple : « *nos standards de vie ne sont pas négociables* » !

Et l'on sait comment, historiquement, le capitalisme a dépassé ses crises : par la guerre. Cette dernière, par ses besoins et par les destructions qu'elle produit, permet le maintien d'un important taux d'innovations et de croissance. Comment monter au plafond quand on l'a atteint ? En effondrant le plancher !

Qu'est-ce qui peut venir tempérer l'optimiste moyen-termisme de la politique schumpétérienne de notre Président ?

Peut-être devrait-il s'inspirer davantage des travaux de l'économiste Elinor OSTROM (1933-2012) qui s'est intéressée de près à la résilience écologique des communautés⁴. C'est-à-dire comment des individus acceptent-ils de restreindre leurs possibilités de gain immédiat pour préserver une ressource commune partagée ? Dit

autrement, cela revient à la question de comprendre de quelle manière est-il possible d'équilibrer intérêt à court-terme et à long-terme, même au détriment d'un gain possible au présent ? Et la réponse ne repose ni sur une gouvernance renforcée qui tomberait d'en haut (la verticalité aveugle), ni sur la main invisible du marché.

Elle repose sur *la confiance existant entre des personnes* suffisamment proches pour se connaître, et se sanctionner si nécessaire, dans l'espace contrôlé qu'elles administrent, c'est-à-dire un espace limité, avec des frontières claires et réglementées.

Je ne partage que modérément l'optimisme de certains écologistes. Il ne suffira pas de réorienter nos productions d'énergie vers le durable pour que la planète soit sauvée. La planète pourrait peut-être ainsi l'être, mais pas les relations sociales et la démocratie.

Il faudrait que ces projets de reconversion puissent être la propriété des communautés qui à la fois produisent cette énergie et l'utilisent. Si ce n'est pas le cas, et c'est majoritairement ce qui se passe aujourd'hui à travers les « grands » projets écologico-techniques, les investisseurs, extérieurs à la communauté, continueront à demander un retour maximum sur leurs investissements. Si les investisseurs-producteurs sont en même temps les consommateurs, ils trouveront leur bénéfice dans la baisse des coûts de l'énergie une fois amortis les frais d'investissement. Sinon, rien ne changera, et ce sera comme pour les autoroutes... des bénéfices qui continuent à augmenter (avec leur distribution de dividendes) comme les tarifs qui dépassent alors largement les frais d'entretien, et même de développement.

Il pourrait aussi, notre Président, et ça se lit rapidement et facilement, prendre quelques idées dans les ouvrages de Clair MICHALON⁵. Il comprendrait ainsi les logiques des acteurs dans des contextes de pauvreté et de précarité et dans des contextes de sécurité et d'abondance. Les innovateurs sont bienvenus et encouragés dans ce dernier contexte, mais redoutés et perçus comme dangereux dans le premier. Diminuer les APL, taxer l'investissement immobilier (« avoir un toit au-dessus de sa tête », c'est pour beaucoup la sécurité), détaxer les placements boursiers, proposer à des cheminots peu associés aux décisions d'échanger leurs avantages personnels contre un allègement de la dette de l'entreprise SNCF, etc. tout cela ne tient pas compte de ces logiques d'acteurs sensibles à leurs contextes plus ou moins sécurisants.

On ne peut certes pas reprocher à quelqu'un d'intelligent, économiste d'orientation libérale, de tenter quelque chose.

Une question reste : l'Etat s'en remettra-t-il, comme dans la logique ultra-libérale, à la charité pour ce qui relevait jusqu'à maintenant essentiellement de sa responsabilité : la protection des plus faibles ?

¹ En ne considérant comme « entrepreneurs » que les entrepreneurs économiques... oubliant quelque peu les innovateurs sociaux

² L'autre Joseph S. est lui mort en 1953...

³ La « théorie » du ruissellement suppose que l'augmentation de la richesse des plus riches profite à tous, par « ruissellement » du haut vers le bas. Même si aucun économiste ne semble en avoir été l'auteur, et que cette soi-disant théorie n'est qu'un épouvantail anti-libéral, on peut sans problème la rapprocher de la théorie, elle bien réelle, de « la main invisible » redistributrice d'Adam SMITH

⁴ Elinor OSTROM. *La gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. De Boek, 2010... Comme notre Président parle l'anglais sans problème, il peut aussi avoir accès à tous les autres ouvrages non traduits de cette auteure.

⁵ Comme par exemple, MICHALON Clair, *Différences culturelles, mode d'emploi*. SEPIA, 2007 (1997)